



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 05/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SIBELCO France

2 rue de Foljuif
77140 Saint-Pierre-Lès-Nemours

Références : E24-2687
Code AIOT : 0006500137

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/10/2024 de la carrière SIBELCO France implantée au lieu-dit « Le Bois de la Justice » 77780 Bourron-Marlotte. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIBELCO France
- Le Bois de la Justice 77780 Bourron-Marlotte
- Code AIOT : 0006500137
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral n° 2021-07/DCSE/BPE/M du 15 avril 2021, la société SIBELCO France est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sables industriels et de grès, d'une superficie totale de 95 ha 09 a 24, sur le territoire de la commune de Bourron-Marlotte, au lieu-dit « Le Bois de la Justice ». Cette autorisation d'exploiter a été accordée pour une durée de 20 ans.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Cote minimale d'extraction	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 1.3.3	Demande d'action corrective	2 mois
3	Prise en compte de l'environnement	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 5.2.1	Demande d'action corrective	2 mois
4	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 4.5	Demande d'action corrective	2 mois
6	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 8.4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Archéologie préventive	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 1.1	Sans objet
5	Garanties Financières	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 8.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant transmettra à l'inspection les éléments de détermination de la cote fond de fouille minimale 2025 avant le 1er février 2025 et mettra en place, sur site, un repère permettant de contrôler facilement la cote fond de fouille à ne pas dépasser pour l'année à venir.

L'exploitant doit transmettre à l'inspection un bilan des mesures d'évitement et de réduction des impacts réalisées depuis 2021 avant le 1 février 2025.

L'exploitant doit rétablir, avec l'aide d'un écologue, la mise en défens des zones concernant l'Epitactis brun rouge et la Spargoute printanière.

L'exploitant transmettra à Monsieur le préfet de Seine-et-Marne un nouvel acte de cautionnement actualisant le montant des garanties financières avant le 1er février 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Archéologie préventive

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 1.1
Thème(s) : Autre, Redevance archéologique
Prescription contrôlée :
Surface soumise à redevance archéologique: 2ha 57a 79ca.
Constats :
L'inspection rappelle à l'exploitant que l'arrêté préfectoral mentionne qu'une redevance archéologique est due sur une surface de 2ha 57a 79ca.
L'exploitant rappelle que le service régional de l'archéologie lui a signifié qu'il n'y aurait pas de diagnostic à réaliser sur cette surface.
L'inspection expose que cette redevance est également due dans le cas où un diagnostic n'est pas prescrit.
L'exploitant n'a pas accès aux données lui permettant de répondre en séance. Il diffère sa réponse et prend l'attache du service en charge de l'archéologie préventive.
Ce point ne constitue pas une non-conformité dans le sens où il n'y a pas de délai spécifié pour le paiement, car les terrains sont libérés de toute contrainte archéologique (pas de diagnostic, pas de fouille).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Cote minimale d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 1.3.3
Thème(s) : Autre, Conditions d'exploitation
Prescription contrôlée : La cote minimale d'extraction est 78 m NGF. Cette cote est : -révisée chaque année n+1 en fonction du suivi piézométrique réalisé l'année n sur le piézomètre n°2 de façon à laisser au moins 9 m entre le niveau de la nappe et le fond de la fouille. Elle ne peut pas être inférieure à la cote fond de fouille de l'année précédente. -communiquée à l'inspection avant le 1er février de l'année n. -facilement vérifiable sur site
Constats : L'inspection rappelle à l'exploitant les dispositions de l'article 1.3.3. L'exploitant montre à l'inspection que, en novembre 2023 la cote de la nappe au PZ2 était de 68,20 m NGF . L'inspection constate que le plan de situation 2023 transmis par l'exploitant présente quelques points à la cote 77,70 m NGF. Pour satisfaire aux prescriptions de cet article, l'exploitant va mettre en place sur site un repère permettant de facilement contrôler cette cote et transmettra les éléments de détermination de la cote fond de fouille minimale 2025 à l'inspection avant le 1er février 2025
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant va mettre en place sur site un repère permettant de facilement contrôler cette cote et transmettra les éléments de détermination de la cote fond de fouille minimale 2025 avant le 1er février 2025 à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Prise en compte de l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 5.2.1
Thème(s) : Autre, Mesures d'évitement et de réduction des impacts
Prescription contrôlée : Article 5.21. Mesures d'évitement et de réduction des impacts : L'exploitant met en œuvre toutes les mesures d'évitement, de réduction des impacts décrites dans l'étude d'impact de son dossier à partir de la page 178. Les prescriptions à respecter sont notamment les suivantes : Mesures génériques en phase d'exploitation et remise en état : -MET1 Implantation des zones de dépôt (même temporaires), des accès, etc; hors des secteurs d'intérêt écologique reportés sur la carte jointe en annexe; -MRT et MR2 Mesures classiques de prévention des pollutions: Formation de l'ensemble du personnel sur les procédures à suivre en cas d'incident, présence d'un kit anti-pollution dans chaque engin ; Utilisation d'un parc d'engins et de matériel de bonne qualité avec contrôle

régulier et aucun entretien ni lavage de matériel sur la carrière. Tous les entretiens ont lieu à l'usine de traitement.

-MR3 Remise en état du site (Alouette lulu), et exploitation des fronts de tailles occupés par l'Hirondelle de rivage en dehors des périodes sensibles pour les oiseaux. La remise en état progressive du site et l'exploitation des fronts de taille occupés par l'Hirondelle de rivage seront menées en dehors de la période de reproduction des oiseaux (éviter mars à août inclus) pour éviter la destruction de couvées ou de nichées. Pour toutes les espèces d'oiseaux de la carrière, la destruction de nids vides est sans conséquence car les nids ne sont pas réutilisés d'une année sur l'autre;

Mesures d'évitement relatives aux espèces envahissantes :

-MI1 Utilisation d'engins non contaminés par des espèces envahissantes; Afin d'éviter tout apport de nouvelles espèce , il sera important de veiller à ce que les engins ne proviennent pas de secteurs envahis par des espèces invasives et si besoin laver soigneusement ces engins avant leur arrivée sur site;

-MI2 Sensibilisation et formation du personnel à la reconnaissance des espèces envahissantes présentes dans la zone d'exploitation et ses proches abords pour éviter la colonisation ou la propagation et la diffusion du Raisin d'Amérique, du Robinier faux acacia, de l'Ailante Glanduleux, de l'Erable negundo ou de la Vigne vierge commune;

-MI3 Après arrachage manuel ou avec une petite pelle mécanique, ramassage des résidus végétaux des espèces envahissantes puis élimination selon la réglementation en vigueur. Les individus de Robinier faux acacia, d'Ailante glanduleux, d'Erable negundo, de Vigne- vierge commune ou de Raisin d'Amérique seront déracinés à la main ou bien à l'aide d'une petite pelle mécanique. Le cas échéant, les résidus végétaux de ces espèces devront être éliminés selon la réglementation en vigueur.

-MI4 Avant les interventions sur le cavalier, un écologue fera une visite du site pour pointer précisément les stations d'espèces envahissantes (l'Érable negundo, l'Ailante glanduleux et la Vigne-vierge commune...). En cas de présence de ces espèces qui seront abattues ou arrachées, le premier mètre de matériaux sera utilisé pour le remblaiement profond de la remise en état la carrière ;

Mesures spécifiques aux espèces à enjeux :

ME1 Implantation des zones de dépôt (même temporaire), des accès, etc; hors des secteurs d'intérêt écologique (Epipactis brun rouge et Spargoute printanière reportés sur la carte située après la page 179 de l'étude d'impact);

-MR3 Remise en état du site (Alouette lulu), et exploitation des fronts de tailles occupés par l'Hirondelle de rivage en dehors des périodes sensibles pour les oiseaux. La remise en état progressive du site et l'exploitation des fronts de taille occupés par l'Hirondelle de rivage seront menées en dehors de la période de reproduction des oiseaux (éviter mars à août inclus) pour éviter la destruction de couvées ou de nichées. Pour toutes les espèces d'oiseaux de la carrière la destruction de nids vides est sans conséquence car les nids ne sont pas réutilisés d'une année sur l'autre.

Constats :

L'inspection rappelle à l'exploitant les dispositions de cet article.

La ME1 est respectée.

MR3: l'exploitant déclare que l'Hirondelle de rivage était bien présente cette année et qu'il en a tenu compte.

MI1: l'exploitant explique qu'il n'y a pas eu introduction de nouveau matériel.

MI2: une formation a eu lieu de 2022 avec Ecosphère.

MI3 et MI4 n'ont pas débuté.

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'un bilan des mesures décrites à cet article doit être transmis à l'inspection chaque année avant le 1er février. Cela n'a pas été fait.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmettra à l'inspection un bilan des mesures d'évitement et de réduction des impacts réalisées depuis 2021 avant le 1 février 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 4.5
Thème(s) : Autre, Mise en défens
Prescription contrôlée :
L'exploitant met en défens les zones de Epipactis brun rouge et de Spargoute printanière reportées sur la carte située après la page 179 de l'étude d'impact.
Constats :
La mise en défens a bien été réalisée lors des travaux préliminaires, mais aujourd'hui les grillages avertisseurs signalant ces zones ont été endommagés par les animaux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant rétablit avec l'aide d'un écologue la mise en défens des zones concernant l'Epitactis brun rouge et la Spargoute printanière.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Garanties Financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 8.1
Thème(s) : Autre, Respect des paramètres déterminant le montant de référence de la période
Prescription contrôlée :
Période 1 : S1< 4ha 22a 8oca S2< 28ha 08a 40ca S3< 2ha 78a 40ca
Constats :
Le plan de situation 2023 mentionne des valeurs de S1, S2 et S3 inférieures aux valeurs de références
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 8.4
Thème(s) : Autre, Actualisation des garanties financières
Prescription contrôlée : Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TPOI. Lorsqu'il y a Une augmentation d'au moins 15 % de l'indice TPO1 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les 6 mois suivant l'intervention de cette augmentation. Sans préjudice des dispositions de l'article 8.2 ci-dessus, le document établissant la constitution des garanties financières actualisées est adressé au préfet. L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.
Constats : L'inspection et l'exploitant constate que l'indice TPO1 a varié de plus de 15% depuis plus de 6 mois. Les garanties financières doivent être actualisées
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra à Monsieur le préfet de Seine-et-Marne un nouvel acte de cautionnement actualisant le montant des garanties financières avant le 1er février 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

